

Le Bénin choisit l'expertise française

L'expertise de l'enseignement agricole français accompagne le passage de 10 à 30 lycées techniques agricoles au Bénin : des ateliers de co-construction d'analyses de situations de travail ont eu lieu à Cotonou entre le 17 et le 27 septembre 2023.

Le Bénin, via son Agence de Développement de l'Enseignement Technique (ADET) a entrepris une grande réforme institutionnelle de l'enseignement technique et professionnel, en particulier agricole, passant de 10 à 30 lycées techniques agricoles (LTA).

Sollicité par l'ADET dès 2021, l'enseignement agricole français (via la DGER/BRECI et ses réseaux Afrique de l'Ouest et CEFAGRI) a élaboré avec France Éducation International (FEI) une offre technique pour accompagner cette réforme. Les enjeux sont d'importance : il s'agit d'élaborer des programmes de formation, produire des ressources pédagogiques, identifier les équipements nécessaires aux formations, préparer l'implantation des filières ; soutenir, par la formation et l'insertion les jeunes dans la vie active, les politiques territoriales de développement économique et social ; mettre en place une professionnalisation des métiers de la formation ; favoriser l'implication active dans le territoire, des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, et structurer une dynamique tournée vers l'innovation et l'expérimentation. 11 filières et 15 diplômes (Diplôme Technicien Métier et Diplôme Technicien Supérieur Métier, DTM et DTSM) sont concernés.

Cet appui est mis en œuvre dans le cadre d'une contribution plus globale en « équipe France » à la réforme de l'appareil

de formation professionnelle du Bénin, s'inscrivant dans le programme de coopération en matière de formation professionnelle entre la République du Bénin et la France signé à la suite du déplacement au Bénin du Président de la République française en juillet 2022. Avec un financement de la Banque mondiale d'un montant de 1,22 M€, ce projet a en ligne de mire l'accueil de 48 000 apprenants afin de les former très concrètement aux métiers de l'agriculture.





Ainsi, une première mission dans le cadre de ce projet a mené au Bénin entre le 17 et le 27 septembre 2023 un groupe d'experts de l'enseignement agricole français, accompagnés par le réseau CEFAGRI et France Education International. Une réunion de cadrage entre l'ADET, FEI et la DGER (BRECI) a permis le lancement officiel du projet. Puis les experts en aquaculture, en élevages de ruminants, de porcins, en productions horticoles, fruitières et forestières, en agroéquipements... ont animé des ateliers de co-construction d'analyses de situations de travail (AST) avec des professionnels béninois, tant de la production que de la formation agricoles (enseignants et directeurs de LTA, inspecteurs). À leurs côtés étaient présents des experts marocains recrutés par FEI ainsi que des spécialistes du coton et du palmier à huile ayant rejoint l'équipe d'experts par le truchement du réseau CEFAGRI.

Les experts de l'enseignement agricole français témoignent de cette expérience de co-construction d'analyses de situations de travail avec des collègues et partenaires béninois avec lesquels la coopération n'est pas nouvelle :

Jean-Roland Arbus, enseignant d'agronomie au LEGTA de Figeac et co-animateur du réseau Afrique de l'Ouest :

Suite à deux missions au Bénin, en 2019 et 2021, en tant que co-animateur du réseau Afrique de l'Ouest, j'ai trouvé logique

de contribuer à la co-écriture des référentiels avec les Béninois. Être à l'écoute de leurs attentes pour les intégrer dans les référentiels, travailler en équipe d'experts sont des éléments de réussite. Enfin soulignons l'importance d'intégrer l'agroécologie, la durabilité et la gestion économique dans ces référentiels pour les futurs entrepreneurs béninois.



Patrick Desnos, enseignant d'agronomie au lycée horticole privé de Saint-Ilan (Côtes-d'Armor) :

La rencontre avec les professionnels, les enseignants et les inspecteurs béninois nous a permis de mieux appréhender les attentes de nos partenaires et de confronter nos visions « Nord-Sud » des métiers des différentes filières agricoles étudiées. Cette co-construction de l'analyse des situations de travail dans le domaine du maraîchage, de l'horticulture ornementale, de l'arboriculture fruitière et forestière m'a permis de mieux cerner ces différents métiers au Bénin. Les diplômes visés de technicien métier et de technicien supérieur métier ont pour but, entre autres, de favoriser la création d'entreprise permettant à des jeunes béninois de participer à

la souveraineté alimentaire de leur pays et d'améliorer la chaîne de valeurs. Les échanges avec l'ensemble des participants ont été riches et constructifs : une co-construction à poursuivre pour écrire le référentiel de compétences dans le cadre de cette rénovation ambitieuse.

Catherine Lejolivet, enseignante d'aquaculture au LEGTA de La Canourgue (EPL de la Lozère) :

Bénin comme Bienveillance : c'est le sentiment fort ressenti pendant cette semaine de travaux collaboratifs avec les partenaires des filières professionnelles agricoles, l'inspection et les enseignants des lycées techniques. Ce fut une première en Afrique de l'Ouest, me concernant. La mission de co-construction de programmes de formation aquacole est d'importance pour ce pays désireux de former des techniciens et des techniciens supérieurs leur permettant de s'installer, de piloter ainsi leurs entreprises avec un maximum de clés et de contribuer à l'approvisionnement des marchés demandeurs de produits aquatiques d'eau douce ou saumâtre. D'où le challenge pour moi : comprendre le contexte aquacole, les attentes des partenaires afin de répondre au mieux dans un esprit clairement de convivialité partagée. Les échanges ont été riches, vivants et constructifs, hâte de poursuivre l'aventure franco-béninoise !



Arnaud Lefèvre, directeur de l'exploitation ostréicole de l'EPL de Bourcefranc :

Suite à des échanges réguliers avec différents partenaires béninois depuis plus de vingt ans, il m'a semblé intéressant de participer à l'évolution des curricula des formations techniques en aquaculture. Au sein de ce secteur très dynamique en Afrique de l'Ouest depuis quelques années, le Bénin réussit à tirer son épingle du jeu, grâce en particulier à la mise en place de l'organisation de la filière. Les échanges avec les professionnels, mais également avec les enseignants et les représentants de l'administration, permettent de contextualiser et de partager les différentes opinions sur ce secteur de production. L'enjeu premier est de proposer des programmes basés sur les pratiques, de façon à ce que les apprenants soient opérationnels dès la sortie des études. Au-delà, la demande inclut de considérer dans ces formations les évolutions et les innovations envisageables de la filière aquacole au Bénin.

Jean-Louis Devoyon, enseignant d'agroéquipement au LPA de Saint-Yrieix-la-Perche :

Sollicité par le BRECI/DGER et avec l'aide de Guillaume Gillet de l'ENSFEA, le lycée agricole de Saint-Yrieix-la-Perche est un établissement reconnu dans le domaine des agroéquipements avec une dimension internationale puisqu'il coopère avec des pays d'Afrique et en particulier le Bénin. C'est à ce titre que j'ai été mobilisé sur ce projet pour la co-construction selon l'approche par compétences (APC) des référentiels de formation en machinisme (DTM/DTSM). J'ai ainsi pu valoriser et partager mon expérience en mécanisation agricole afin de proposer des formations qui répondent aux mieux à la demande professionnelle actuelle et à venir pour une insertion réussie des futurs apprenants. En tant qu'expert, j'ai pu prendre la mesure des forts enjeux de ce projet ambitieux par rapport aux grandes potentialités de ce pays en développement et ce fut un

honneur pour moi de pouvoir modestement y contribuer. De cette première expérience, je retiendrai la difficulté de proposer une offre de formation cohérente non seulement au regard de la structuration des branches sectorielles actuelles mais aussi tenant compte du secteur informel, non-formel le plus représentatif. Il est apparu ainsi important d'ouvrir cette formation à des métiers pas seulement tournés vers la maintenance agricole mais aussi vers l'utilisation, la conduite, le réglage des machines voire dans certains cas l'adaptation-conception simples d'outils. C'est précisément ce lien agronomique avec le vivant qui permettra à court terme un renforcement capacitaire de l'arrière paysage rural et de son développement économique par un ancrage de jeunes dans leur territoire. Dans cette perspective, la réduction de la pénibilité des travaux agricoles grâce au développement d'une mécanisation raisonnée doit en principe permettre une meilleure productivité des sols et attractivité du métier chez les jeunes agriculteurs, leur offrant ainsi des conditions de vie meilleures et participant alors dans une certaine mesure à la déconstruction des imaginaires migratoires.





Xavier Baudouin, directeur de l'exploitation agricole de l'EPL de Vire :

Les missions d'expertise constituent un levier essentiel de la coopération internationale, ainsi qu'un outil de dialogue et de valorisation des savoirs faire. Notre mission sur le sol béninois fut une expérience véritablement enrichissante. La rencontre avec les acteurs locaux, qu'ils soient professionnels du secteur, enseignants ou inspecteurs, a grandement contribué à notre compréhension des attentes de nos homologues béninois.

De plus, elle a permis de confronter nos perspectives distinctes sur les métiers agricoles, en intégrant les visions tant « Nord » que « Sud ». Cette convergence d'idées s'est avérée être le socle essentiel à la poursuite de notre collaboration dans le cadre de la révision ambitieuse du référentiel de compétences. De nos discussions, est née une belle opportunité : celle de co-créer, co-construire, d'unir nos forces pour tracer le chemin d'une rénovation ambitieuse.

Ce premier pas ne représente qu'une étape préliminaire. Il incarne une promesse de synergies futures, où nos compétences et notre engagement mutuel se fondent dans la rédaction d'un référentiel. Notre récit, forgé par notre passion pour l'agriculture et notre désir de contribuer au progrès, se prolongera, établissant un lien solide et durable entre deux nations unies par leur quête d'excellence dans le domaine agricole.



À l'issue de cette première mission, toutes les analyses de situation de travail co-construites au cours des ateliers puis rédigées par les experts français et marocains sont relues par une DRIF (déléguée régionale à l'ingénierie de formation) de l'enseignement agricole afin d'en proposer à l'ADET une version finale tout à fait complète et harmonisée.

L'ensemble des experts français et marocains ainsi que leurs homologues béninois se retrouveront au Bénin en décembre 2023 pour la prochaine étape : l'élaboration conjointe des référentiels de compétences. Viendront ensuite, avant la fin de cette année scolaire, les missions de co-construction des référentiels de formation et d'évaluation. Ces missions seront bien évidemment accompagnées par les coordonnateurs du projet, béninois (l'ADET) et français (le MENJS via FEI et le MASA via la DGER/BRECI et son réseau CEFAGRI) qui veilleront à assurer la bonne conduite de cette importante coopération multi-acteurs.

Contacts : Vanessa FORSANS, animatrice du réseau CEFAGRI, co-animatrice du réseau Afrique de l'Ouest

vanessa.forsans@educagri.fr, Rachid BENLAFQUIH, chargé de coopération Afrique subsaharienne / Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale / Expertise internationale au BRECI/DGER, rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr